

RÉACTION À LA NOMINATION DU PREMIER MINISTRE M.FRANÇOIS BAYROU

La nomination de François Bayrou en tant que Premier ministre marque une étape importante pour sortir de l'instabilité politique et retrouver une dynamique d'action au service des Français. Face à une situation politique où les divergences freinent les décisions indispensables, François Bayrou a ici une opportunité de rassembler la classe politique républicaine au service de l'intérêt général. Je formule donc le vœu que ce gouvernement réussisse dans sa mission et s'attèle sans tarder à construire un avenir plus durable, plus solidaire, et porteur d'espoir pour les Français.

Se tourner vers la social-démocratie, avec un équilibre entre solidarité, justice sociale et responsabilité économique, offrirait une voie de compromis nécessaire pour sortir des blocages actuels. Contrairement aux extrêmes, qui se nourrissent des crises pour amplifier les fractures, cette approche garantit une action pragmatique et apaisée. C'est dans cet esprit que je m'engage à soutenir des politiques qui protègent nos citoyens et préparent l'avenir, avec ambition et modération.

Plus encore que les noms, ce sont les actes de la nouvelle équipe gouvernementale qui compteront. Elle devra démontrer, avec sérieux et efficacité, sa capacité à proposer des réponses concrètes, à la hauteur des enjeux. Je veillerai à ce que ce gouvernement accorde une place centrale à l'agriculture dans sa politique. La crise agricole touche à la fois à notre souveraineté alimentaire et à l'équilibre de nos territoires ruraux. Les agriculteurs, confrontés à des défis économiques, climatiques et sociaux sans précédent, ont besoin de mesures ambitieuses et audacieuses pour retrouver confiance en l'avenir.

La prochaine étape, après la composition du gouvernement, sera de construire un budget 2025 répondant aux enjeux auxquels fait face notre pays, notamment en matière d'écologie. L'une des priorités absolues sera de sortir de l'impasse budgétaire actuelle en trouvant rapidement un accord qui réponde à la fois aux exigences de justice sociale et aux impératifs de transition écologique.

L'adaptation climatique doit devenir un pilier de notre souveraineté et de notre avenir commun. Je serai particulièrement vigilante à ce que le budget 2025 donne à l'écologie les moyens nécessaires pour répondre à l'urgence climatique. En tant que Présidente de la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire à l'Assemblée nationale, je veillerai à ce que les priorités écologiques soient portées et respectées, tant dans l'action gouvernementale que dans les débats parlementaires.

Sandrine Le Feur